

Webinaire

22 janvier

12h-13h30

# La participation sur le gril !

2026

**Classes populaires et politique : Mal-représentées, donc maltraitées ?  
Inégalité de représentation politique et inégalités de traitement des classes populaires dans les politiques publiques**



1er webinaire du cycle 2026 "La participation sur le gril !"

<https://www.reseau-crpv.fr>



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

Quelle place pour les classes populaires dans les listes électorales ? Quelles représentations parmi les élu·es ? Comment expliquer leur sous-représentation dans l'exercice du pouvoir politique ? Quelles pistes pour que les politiques publiques prennent mieux en compte leurs aspirations, besoins et intérêts ?

Ce premier webinaire de la nouvelle saison de « La participation sur le gril », proposé le Groupe de Travail "Démocratie et Quartiers Populaires" du Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville, donnera la parole :

- Au collectif Démocratiser la Politique, auteur du rapport "Tous les mêmes ? Portrait social de la France Politique de 2002 à nos jours"
- A Nicolas Rio et Manon Loisel de Partie Prenante, co-auteurices de du livre "Pour en finir avec la démocratie participative"
- Aux autrices de l'ouvrage "Élus des banlieues populaires", en avant première de sa parution.

Animation : Cyril Melot, Directeur Adjoint de Profession Banlieues, Hélène Delpeyroux, responsable du pôle dynamiques citoyennes de Ville au Carré

**Inscription obligatoire, pour recevoir le lien de visio**

**>> Je m'inscris <<**

# La participation sur le gril ! >

2026

## Classes populaires et politique : Mal-représentées, donc maltraitées ? Inégalité de représentation politique et inégalités de traitement des classes populaires dans les politiques publiques

### En savoir plus

Manon Loisel et Nicolas Rio l'ont montré dans leur livre *"Pour en finir avec la démocratie participative"* : en donnant la parole à celles et ceux qui s'expriment déjà, la démocratie participative contribue à invisibiliser les groupes sociaux déjà cantonnés à la marge de la vie politique : les personnes qui ne votent pas, qui se trouvent délégitimées politiquement et socialement, qui sont le plus touchées par les dominations et les inégalités. En cela, elle prolonge et redouble les mécanismes qui régissent la démocratie représentative et le champ politique en France. C'est ce qu'établit le rapport *"Tous les mêmes ? Portrait social de la France politique de 2002 à nos jours"*, produit par le collectif *Démocratiser la Politique* (DLP) et rendu public en septembre 2025. Représentant 32 % de la population française, les classes populaires s'investissent massivement dans la vie politique puisqu'elles regroupent 23 % des candidat·es à une élection et 22 % des élu·es municipaux·ales. Pourtant, elles ne comptent plus que pour 4 % des parlementaires. Par contraste, les classes supérieures sont politiquement surreprésentées : comptant pour 14 % de la population française, elles rassemblent 24 % de l'ensemble des candidat·es et captent 68 % des sièges à l'Assemblée nationale.<sup>(1)</sup>

Ce que met en lumière le rapport de DLP, c'est que l'engagement politique des classes populaires se trouve entravé par des "phénomènes sociaux, urbains et économiques systémiques ainsi que par des mécanismes propres à la vie politique" qui produisent une absentisation et une éviction des classes populaires de la représentation et du pouvoir politiques au profit des classes supérieures.<sup>(2)</sup> Ce phénomène tend à s'intensifier, comme en témoigne le fait qu'entre 2008 et 2020, la part des élu·es municipaux appartenant aux classes populaires est passée de 30 % à 23 %.<sup>(3)</sup>

Ses effets en matière de politique publique seraient également à interroger et à expliciter. En effet, comment garantir une participation efficiente des habitant·es des QPV à la politique de la ville alors qu'en tant que citoyen.n.e.s appartenant aux classes populaires, iels subissent ces mécanismes d'absentisation politique ? Par ailleurs, si l'on prend au sérieux les conclusion de l'étude de DLP, comment, dans cette situation de mal-représentation politique et d'absentisation de l'exercice du pouvoir politique, les classes populaires peuvent-elles peser réellement sur la mise à l'agenda public et politique des problématiques sociales, et participer véritablement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques ? Dit autrement, dans la mesure où leur fabrication et leur mise en œuvre se trouvent monopolisées par des représentant·es et un personnel politique très majoritairement issus des classes supérieures, comment les politiques publiques peuvent-elles être en prise avec les aspirations, les besoins et les intérêts des classes populaires ?

Enfin, dans une optique intersectionnelle, comment les réalités en matière de représentation politiques des classes populaires, des femmes et des personnes racisées s'articulent-elles ? Sont-elles régies par les mêmes mécanismes d'éviction pouvant donner lieu à un engrenage cumulatif ? Connaissent-elles les mêmes évolutions ? Ou, au contraire, se distinguent-elles les unes des autres ?

<sup>(1)</sup> Démocratiser la Politique, Tous les mêmes ? Portrait social de la France politique de 2002 à nos jours, septembre 2025, pp. 46-56.

<sup>(2)</sup> Ibid, p. 129

<sup>(3)</sup> Ibid, p. 61